

- Quelle sera la place du stockage d'électricité par batteries parmi les solutions qui apportent de la flexibilité au système électrique ?

La Réunion, en tant que territoire insulaire non interconnecté (ZNI), présente une dépendance totale à son système de production pour l'approvisionnement électrique de l'île. Ayant des objectifs de production à partir de sources renouvelables particulièrement ambitieux, la Réunion devra avoir davantage recours aux solutions de stockage pour apporter de la flexibilité, les capacités d'effacement étant limitées et déjà largement exploitées (même s'il reste encore du potentiel plus diffus). A la Réunion les solutions potentielles sont :

- Stockage stationnaire à échelle industrielle (2 batteries dont une en construction)
- Stockage stationnaire à échelle individuelle (installations d'autoconsommation avec stockage en réversible)
- Stockage mobile à échelle individuelle (batteries des véhicules électriques)
- Identifiez-vous actuellement des barrières réglementaires, tarifaires ou contractuelles au développement du stockage par batteries ?

Ici, les barrières sont essentiellement d'ordre tarifaires avec notamment l'octroi de mer qui renchérit le coût des batteries qui sont importées (sauf pour les véhicules électriques qui bénéficie d'un octroi de mer nul).

Sur le plan réglementaires, le cadre législatif entourant l'autoconsommation et en particulier l'autoconsommation avec revente est dissuasif (coûts de raccordement au réseau pour l'autoconsommation individuelle et collective et création de personne morale pour l'autoconsommation collective).

De plus, il n'existe encore pas de cadre spécifique à l'injection depuis des centrales d'autoconsommation avec stockage.

- Partagez-vous les trois thématiques identifiées par la CRE pour permettre le développement du stockage (simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement, accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés, envoi des bons signaux prix) ? En voyez-vous d'autres ?

Ces trois thématiques sont prioritaires et regroupent les principaux leviers à actionner. Néanmoins, certaines thématiques impliquent des conditionnalités telles que développées ci-après :

- Simplification du cadre contractuel et des procédures de raccordement : cette thématique doit être couplée à l'installation d'appareils de monitoring et de contrôle permettant le pilotage et la mesure de l'injection afin de donner de la visibilité aux opérateurs de réseau quant à la quantité d'électricité injectée en temps réel afin de maintenir l'équilibre du réseau.
- Accessibilité des différentes formes de stockage aux différents mécanismes de marchés : sur des marchés régulés comme c'est le cas dans les ZNI, les mécanismes sont plus limités et il apparaît capital de créer les conditions d'incitativité pour favoriser le développement du stockage. Ceci pourrait être permis par des mécanismes hybrides permettant à la fois de garder un haut degré de régulation du marché notamment sur le prix d'achat et de créer des mécanismes rémunérateurs permettant de revendre de l'électricité au réseau à des prix variant en fonction de la demande.
- Envoi des bons signaux prix : Ce point a été évoqué ci-avant et peut-être complété par l'intérêt de mettre en place un subventionnement transitoire des systèmes de stockage que ce soit lors de la phase achat/ construction/ installation ou lors de la phase exploitation et donc injection de l'électricité dans le réseau.
- Quels éléments du cadre réglementaire encadrant le stockage pourraient selon vous faire l'objet d'une expérimentation ?

Prioriser les projets innovants à différentes échelles, exploiter le potentiel du stockage individuel en simplifiant le cadre réglementaire notamment la nécessité de créer une personne morale.

- Avez-vous d'autres analyses ou propositions à formuler ?

La création d'une filière locale, régionale, nationale ou européenne de la batterie, ancrée à chaque étape de la chaîne de valeur (RDI, conception, industrialisation, commercialisation, installation et exploitation) incitera les pouvoirs publics à créer des débouchés pour les produits de la filière en développant notamment un cadre réglementaire favorable. « L'airbus de la batterie » apparaît comme un préambule à une réelle prise en main par les pouvoirs publics.